ردمد 1111-2050

إنسانيات

المجلة الجزائرية في الأنثروبولوجيا و العلوم الاجتماعية



المشاركة المواطنية في مشاريع التنمية

مدني صفار زيتون • حناء رواجعية • فتيحة طماني - جبرى
مريم شعبو - عثماني • رجاء بن سويح • دنيا شرفاوي
حاتم كحلون

لقاء
مع روبرت ايرن

مواقف بحث
هند بوعقادة
زين الشرف لوسداد

السنة الرابعة والعشرون عدد 90
أكتوبر – ديسمبر 2020

90

Insaniyat إنسانيات

2020
octobre - décembre
أكتوبر – ديسمبر

ISSN 1111-2050

Insaniyat

Revue algérienne d'anthropologie et de sciences sociales



Participation citoyenne aux projets de développement

Madani SAFAR ZITOUN • Anna ROUADJIA
Fatiha TAMANI - DJEBRA • Meriem CHABOU - OTHMANI
Radjaa BENSOUYAH • Dounia CHERFAOUI
Hatem KAHLOUN

Entretien
Avec Robert HÉRIN

Positions de Recherche
Hind BOUAGADA
Zine Echaraf LOUSDAD

24e année - numéro 90
octobre - décembre 2020

SOMMAIRE

Participation citoyenne aux projets de développement

n° 90, octobre-décembre 2020 (Vol. XXIV, 4)

Présentation par Madani SAFAR ZITOUN
En langue française 7
En langue arabe 9

Entretien
Avec Robert HÉRIN 13

Les expériences participatives en Algérie : un révélateur des attentes citoyennes ? 29
Madani SAFAR ZITOUN

L'engagement en faveur de l'environnement : entre attente de redistribution et quête de reconnaissance 47
Anna ROUADJIA

Jardins partagés : une alternative pour la participation dans la gestion urbaine de proximité. Le cas du jardin Ezzouhour de Boumati à Alger 61
Fatiha TAMANI-DJEBRA, Meriem CHABOU-OTHMANI et Radjaa BENSOUYAH

L'approche participative dans l'aménagement des places publiques d'Alger, une alternative face à la crise économique 81
Dounia CHERFAOUI

La société civile tunisienne à l'épreuve de la participation: mobilisation, pression et compromis autour des projets de développement urbain 99
Hatem KAHLOUN

Positions de Recherche

Les représentations du travail chez les chômeurs dans la ville d'Oran (en langue arabe) 15
Hind BOUAGADA

Les représentations des programmes de l'emploi chez les diplômés universitaires d'Oran : étude de terrain (en langue arabe) 27
Zine Charaf LOUSDAD

Comptes rendus de lecture

Claude RAFFESTIN, *Pour une géographie du pouvoir* 121
Hayette NEMOUCHI

Nora SEMMOUD et Pierre SIGNOLES (dir.), *Exister et résister dans les marges urbaines. Villes du bassin méditerranéen* 124
Madani SAFAR ZITOUN

Informations scientifiques

Journée d'étude: Les outils d'étude et de valorisation du patrimoine scientifique (en langue arabe)
Nadjat LAHDIRI 39

Revues des Revues

Par **Ammara BEKKOUCHE** 129
Par **Souad LAGUER** 130

Résumés des articles

En langues française et anglaise 133
En langue arabe 43

Insaniyat n° 90, octobre-décembre 2020, p. 7-11

Présentation

Ce numéro d'*Insaniyat* traite d'une question complexe à la fois ancienne et d'actualité : celle de la participation citoyenne à la vie de la cité. Derrière les termes de citoyenneté et de participation, qui sont entrés dans le vocabulaire commun sous des connotations essentiellement politiques, se cachent en effet deux dimensions différentes mais complémentaires si l'on regarde les choses de plus près. D'un côté se situent des débats fondamentaux sur les notions de citoyenneté et de démocratie, qui ont trouvé dans le contexte algérien de ces deux dernières années (le *Hirak*), une formidable caisse de résonnance. De l'autre, des réalités contrastées d'implication des citoyens dans des pratiques locales tout à fait triviales ayant pour objectifs l'amélioration de leurs conditions de vie, dans leurs lieux d'habitat, leurs quartiers, mais qui portent en filigrane des réponses concrètes à ces questionnements de fond.

Si l'idéal de la participation des gens ordinaires, des citoyens égaux en droits et en devoirs aux affaires de la cité a été en effet à l'origine du paradigme moderne de la démocratie, sa résurgence dans les mouvements sociaux actuels en dit long sur ce que Berger et De Munck appellent « le désenchantement à l'égard de la politique, qui n'a jamais été aussi grand » (Berger & De Munck, 2015). Ces auteurs soulignent à cet égard que la participation telle qu'elle s'est développée à des échelons locaux est devenue sinon une panacée appelée « à la rescousse des démocraties en crise », du moins une solution au déficit de démocratie dont souffrent d'autres sociétés. Elle traduirait de ce fait, une sorte d'appel émanant de la base à l'invention d'un nouveau lien entre le pouvoir politique et les communautés locales de base. Elle exprimerait ainsi de manière objective une demande d'inclusion au politique qui ferait sens, et proposerait une alternative de fonctionnement démocratique local en quelque sorte apaisée et au plus près des attentes citoyennes.

Engagés dans la recherche de travaux consacrés à cette thématique dans l'université algérienne et ailleurs et ce, à partir du constat de l'intérêt que commençait à porter le monde académique sur les expériences d'aménagement participatif qui s'étaient développées dans les villes et villages algériens, nous étions loin de prévoir la profondeur de cette soif de participation et de démocratisation de la vie publique existant dans la société algérienne.

Les textes présentés dans ce numéro permettent de constater que loin d'être des épiphénomènes rares et curieux, les nombreuses expériences participatives documentées ces dernières années dans les universités du pays[1] et même ailleurs, constituaient en quelque sorte la partie immergée d'un immense iceberg d'initiatives locales, de petits projets d'aménagement participatif de placettes, d'espaces interstitiels, de rues, bâtiments et autres lieux abandonnés ou laissés pour compte par l'aménagement et les aménageurs officiels, c'est-à-dire les autorités locales. Ils montrent bien, et de manière éclatante et argumentée, le combat d'associations citoyennes locales pour récupérer des biens et espaces disputés et parfois indûment spoliés et privatisés par d'autres acteurs sociaux.

Ils décrivent aussi les prodiges d'organisation et de mobilisations des ressources de liens communautaires ou de type «villageois» et communautaires quand ces derniers avaient résisté aux processus de laminage induits par des processus d'urbanisation délétères et individualistes. Ils montrent enfin, que des démarches participatives vertueuses, dans le sens sociétal du terme, ont trouvé dans le contexte algérien des aboutissements réussis. Pour peu que les autres acteurs impliqués dans ces démarches, les autorités politiques et administratives locales en l'occurrence, apportent leurs contributions effectives et mettent dans le pot citoyen commun leurs ressources.

La première contribution de Madani **Safar Zitoun** montre à travers une analyse critique de l'implantation et de l'acclimatation des démarches participatives "bottom up"[2] sur le long cours, des années 1980 à aujourd'hui, la manière selon laquelle les méthodologies participatives se

[1] *Cf.* entre autres les travaux de Abbadie, M. (2001). *La politique nationale de l'habitat : la requalification participative dans les grands ensembles, cas de la cité Soummam-Bab Ezzouar*. [Mémoire de magister en aménagement urbain, Université des sciences de la technologie Houari Boumediene (Alger)]. Anouche, K. (dir), (2005). *Requalification urbaine participative à Alger, Rapport final Projet Pilote de la Cité Soummam.* [Mémoire de DESS, URB-6031, Université de Montréal]. Benmohamed, T., Maïza, Y. (2010). Une expérience participative à la cité de la SELIS (Béchar). Dans A, Bendjelid. (dir.), *Villes d'Algérie. Formation, vie urbaine et aménagement*. Editions du CRASC : Oran, p. 197-214.Hissar, H. (2006). *Le renouvellement de l'action publique algérienne à l'épreuve du réel : le cas du projet de « requalification » de la cité Diar el Kef, Alger. »* [Mémoire de Master, IEP, Université d'Aix-Marseille III]. Safar Zitoun, M. (2009). L'ingénierie participative dans les programmes publics de logement social. Contenu et limites de l'expérience algérienne. Dans *Habitat social au Maghreb et au Sénégal*. etc…

[2] Les démarches dites "Bottom-up" dans le vocabulaire international désignent les initiatives et projets qui émanent de la base, du « bas » (bottom) c'est-à-dire de la population, pour aller vers le « haut » (up), c'est-à-dire les instances de pouvoir et de décision.

sont frayées un chemin difficile dans les esprits et dans les pratiques d'une administration algérienne très centralisée. Elle montre surtout comment, malgré la diffusion et la réussite accumulée par ces dernières dans les années 1990, l'aisance apportée par l'embellie des recettes pétrolières observée dans les années 2000 a emporté les rares montages participatifs institutionnalisés et mis en œuvre par les acteurs publics dans des projets d'habitat et d'aménagement urbain.

Dans la même veine analytique, Anna **Rouadjia** dans son article « L'engagement en faveur de l'environnement : entre attente de redistribution et quête de reconnaissance », apporte des éclairages subtils sur « les motifs de l'engagement participatif » des populations d'Alger et de Marseille engagées dans des mouvements de défense de l'environnement. Elle nous montre ainsi que les valeurs citoyennes et participatives contenues dans l'idéologie environnementaliste ne sont pas présentes dans les représentations de toutes les couches sociales de la population algéroise. Ces dernières, malgré le fait qu'elles « ne sont pas immuables, statiques et définitives » peuvent être, comme « valeurs dominantes appropriées par le bas et devenir des vecteurs d'affirmation et d'émancipation ». Elle relance et interroge par ce biais le débat sur les difficultés de l'engagement des couches populaires dans les démarches participatives.

Ses conclusions font écho aux deux autres contributions de Fatiha **Tamani-Djebra** et ***al***. sur l'expérience participative « réussie » de jardins partagés d'une cité d'habitat collectif algéroise et de Dounia **Cherfaoui** sur la démarche participative mise en œuvre dans un projet d'aménagement d'une placette de la ville d'Alger. Ces études de cas se sont avérées, selon leurs auteurs, instructives du point de vue de l'évaluation de l'acclimatation des méthodologies participatives dans le contexte algérien. À travers la description de tous les aspects d'ordre organisationnel, technique et opérationnels qui ont été mis en œuvre par l'ensemble des acteurs institutionnels et les populations locales, on découvre à travers ces deux contributions combien en effet les valeurs environnementales sont convoquées et instrumentalisées par l'ensemble des acteurs.

Ces travaux soulignent également le rôle joué par les acteurs officiels qui peuvent ainsi « passer » les projets et les légitimer auprès de leurs tutelles. Ils montrent aussi combien ces montages s'avèrent des constructions opérationnelles exceptionnelles et foncièrement fragiles, car tributaires de conjonctures de rapports politiques et de volontés individuelles locales. On y perçoit surtout, et cela mérite d'être souligné,

la grande capacité des populations à l'échelle locale de s'impliquer dans des projets collectifs.

Hatem **Kahloun** dans sa contribution : *« La société civile tunisienne à l'épreuve de la participation: mobilisation, pression et compromis autour des projets de développement urbain »* traite quant à lui de la capacité de la société tunisienne à recevoir, digérer et s'impliquer dans les projets à finalité participative que cela soit sous l'impulsion des autorités locales comme des bailleurs de fonds internationaux. L'auteur décrit le bouillonnement de la société civile tunisienne qui a connu un mouvement « de transformation remarquable dans sa structuration et dans ses modes de fonctionnement » après la révolution de 2011, et comment elle a progressivement, avec des hauts et des bas, essayé de mettre en œuvre sur le terrain, les nouvelles valeurs de citoyenneté et de démocratie participative.

Enfin, la dernière contribution qui clôt ce numéro est un entretien mené par Hayette **Nemouchi** avec Robert **Hérin** (géographe et professeur émérite à l'Université de Caen-Normandie). Cette contribution aborde l'apport de la géographie sociale à l'analyse de la « gouvernance des territoires en crise » ou de la « crise de la gouvernance des territoires ». Dans la mesure où les méthodologies participatives ne sont en effet pas des entités abstraites et idéelles, mais se déploient dans des contextes territoriaux précis, et nécessitent la mobilisation de ressources particulières de gouvernance. La vision spatialisée des choses que souligne Robert Hérin permet de mieux comprendre la complexité et l'ancrage territorial des réalités analysées dans les différentes contributions précédentes.

Pour conclure, nous dirons que ces contributions ne font qu'effleurer un champ très large et vigoureux de la pratique sociale en œuvre dans les différentes sociétés civiles dans le monde, et en Algérie en particulier. Elles nous fournissent une matière supplémentaire aux travaux déjà réalisés au sein du CRASC sur les questions de citoyenneté et d'évolution du lien social dans nos villes[3], et contribuent à enrichir les débats scientifiques en cours sur les mouvements qui agitent et travaillent en

[3] Voir entre autres : Derras, O. (2002). Le mouvement associatif au Maghreb. *Les cahiers du Crasc, 05*, p. 213 ; Remaoun, H., Hennia, A. (dir.), (2013). Les espaces publics au Maghreb. Au carrefour du politique, du religieux, de la société civile, des médias et des NTIC. *Les ouvrages du CRASC*, p. 605 ; Remaoun, H. (dir.), (2012). L'Algérie aujourd'hui : Approches sur l'exercice de la citoyenneté. *Les ouvrages du CRASC* ; Derras O. (dir), (2004). Les acteurs du développement local durable en Algérie : comparaison Méditerranéenne. *Les ouvrages du CRASC*, p. 251 ; Bendjelid, A. (dir.), (2010). *Villes d'Algérie. Formation, vie urbaine et aménagement*. Editions du CRASC : Oran, etc…

profondeur les sociétés maghrébines. Nous espérons à cet égard qu'elles aideront à la connaissance de ces mouvements, mais aussi à un travail de refondation de la pratique politique et de la gouvernance dans nos pays.

Madani SAFAR ZITOUN

ردمد 1111-2050

إنسانيات

المجلة الجزائرية في الأنثروبولوجيا و العلوم الاجتماعية



المشاركة المواطنية في مشاريع التنمية

مدني صفار زيتون • حناء رواجعية • فتيحة طماني - جبرى
مريم شعبو - عثماني • رجاء بن سويح • دنيا شرفاوي
حاتم كحلون

لقاء
مع روبرت ايرن

مواقف بحث
هند بوعقادة
زين الشرف لوسداد

السنة الرابعة والعشرون عدد 90
أكتوبر – ديسمبر 2020

90

Insaniyat إنسانيات

2020
octobre - décembre
أكتوبر – ديسمبر

ISSN 1111-2050

Insaniyat

Revue algérienne d'anthropologie et de sciences sociales



Participation citoyenne aux projets de développement

Madani SAFAR ZITOUN • Anna ROUADJIA
Fatiha TAMANI - DJEBRA • Meriem CHABOU - OTHMANI
Radjaa BENSOUYAH • Dounia CHERFAOUI
Hatem KAHLOUN

Entretien
Avec Robert HÉRIN

Positions de Recherche
Hind BOUAGADA
Zine Echaraf LOUSDAD

24e année - numéro 90
octobre - décembre 2020

فهرس

المشاركة المواطنية في مشاريع التنمية

عدد 90، أكتوبر – ديسمبر 2020 (مجلد 24، 4)

تقديم العدد: مدني صفارزيتون

باللّغة العربية 9

باللّغة الفرنسية 7

لقاء

مع روبرت ايرن (باللّغة الفرنسية) 13

تجارب المشاركة المواطنية في الجزائر:
هل هي مؤشّر لتطلّعات المواطنين؟ (باللّغة الفرنسية) 29
مدني صفارزيتون

الالتزام من أجل البيئة : بين انتظار إعادة التوزيع
والبحث عن الاعتراف (باللّغة الفرنسية) 47
حناء رواجعية

الحدائق المتقاسمة بوصفها بديلا عن المشاركة في التسيير
الحضري الجواري. حالة حديقة الزهور ببومعطي في الجزائر العاصمة
(باللّغة الفرنسية) 61
فتيحة طماني-جبرى، مريم شعبو-عثماني، رجاء بن سويح

المقاربة التشاركية في تهيئة الساحات العامة بالجزائر العاصمة:
بديل في ظل الأزمة الاقتصادية (باللّغة الفرنسية) 81
دنيا شرفاوي
المجتمع المدني التونسي ومحكّ المشاركة في مشاريع التنمية الحضرية:
التعبئة والضغط والتوافق (باللّغة الفرنسية) 99
حاتم كحلون

مواقف بحث

تصوّرات العمل لدى البطالين في مدينة وهران
هند بوعقادة 15
تمثّلات خريجي الجامعة لبرامج التّشغيل.
دراسة ميدانية بوهران 27
زين الشرف لوسداد

عروض كتب

كلود رافستين، من أجل جغرافيا السلطة (باللّغة الفرنسية) 121
حياة نموشي
نورا صمود و بيار سينيول (إشراف)، الوجود والمقاومة في الهوامش
الحضرية بمدن حوض المتوسط (باللّغة الفرنسية) 124
مدني صفار زيتون

أخبار علمية

اليوم الدّراسي: أدوات دراسة التّراث العلمي وتثمينه 39
نجاة لحضيري

عروض مجلاّت

بقلم **عمارة بكوش** (باللّغة الفرنسية) 129
بقلم **سعاد العاقر** (باللّغة الفرنسية) 130

ملخّصات

باللّغة العربية 43
باللّغة الفرنسية واللّغة الإنجليزية 133

إنسانيات عدد 90، أكتوبر – ديسمبر 2020، ص. 9-13

تقديم

يعالج هذا العدد من مجلة **إنسانيات** إشكالية تتّسم بالتعقيد ولا تزال موضوع الساعة لارتباطها بمسألة مشاركة المواطنين في حياة المدينة. يختفي وراء لفظي "المواطنة" و"المشاركة"، اللذان يندرجان بشكل أساسي ضمن المفردات المتداولة ذات الدلالات السياسية، بعدان مختلفان لكنهما متكاملان خصوصا إذا نظرنا إلى الأشياء من زاوية قريبة. فمن جهة، نسجل خلال السنتين الماضيتين انتشارا واسعا للنقاشات حول مفهومي المواطنة والديمقراطية في السياق الجزائري (الحَراك)، ومن جهة أخرى، يُظهر الواقع عدّة حقائق متناقضة حول مشاركة المواطنين في ممارسات محلية عفوية تسعى أساسا إلى تحسين ظروف معيشهم في أماكن إقامتهم وأحيائهم السكنية، و تقدّم هذه الممارسات ضمنيا أجوبة عن الأسئلة الأساسية المتعلّقة بإشكالية المشاركة.

إذا اعتبرنا أنّ فكرة مشاركة الناس العاديين والمواطنين -المتساوين في الحقوق والواجبات- في شؤون المدينة تمثّل نموذجا مثاليا وأصل النموذج الحديث للديمقراطية، فعودة ظهورها ضمن مطالب الحركات الاجتماعية الحالية يُعبّر عمّا يسميه بارجيي (Berger) ودي مونك (De Munck) "بخيبة الأمل من السياسة التي لم تكن في مستوى التطلّعات "(2015)، إذ يؤكّد الباحثان على أنّ ممارسات المشاركة -التي تطوّرت على المستوى المحلي- تمثّل حلاً قد يُستدعى "لإنقاذ الديمقراطيات التي تواجه الأزمة"، أو اعتبارها على الأقل حلاً للعجز في الأداء الديمقراطي الذي تعاني منه العديد من المجتمعات المعاصرة. تترجم المشاركة نوعًا من الدعوة المنبثقة "من الأسفل" من أجل استحداث رابط جديد بين السلطة السياسية والجماعات المحلية، كما تعبّر بشكل موضوعي عن مطلب الاندماج السياسي الذي ينتج المعنى ويقدّم بديلاً للأداء الديمقراطي المحلّي ويرضي إلى حد مطالب المواطنين.

توضّح حصيلة الأعمال البحثية التي أنتجتها الجامعات الجزائرية و غيرها عمق التعطّش للمشاركة المواطنية ودمقرطة الحياة العامة في المجتمع الجزائري، بما يعكس الأهمية البالغة التي أولتها الجماعة العلمية للبحث في التجارب المرتبطة بالتهيئة التشاركية التي تطوّرت داخل مدن الجزائر وقراها. تكشف الأوراق البحثية المقترحة في

هذا العدد الموضوعاتي أنّ التجارب التشاركية التي تمّ توثيقها في السنوات الأخيرة في العديد من الدراسات الجامعية بالجزائر[1] وخارجها لم تكن مجرّد ظواهر ثانوية ونادرة تثير الفضول، بل مثّلت فقط الجزء المرئيّ لجبل جليدي ضخم يخفي أسفله "كمّا هائلا من المبادرات المحليّة والمشاريع التنموية التشاركية الصغيرة التي مسّت الساحات والفضاءات المهجورة والشوارع والمباني، وغيرها من الأماكن المهملة، أو التي تخلّت عن تهيئتها مخطّطات التنمية والسلطات المحلية". وفي هذا السّياق، بيّنت الأوراق بطريقة ملفتة للنظر نضال الجمعيات المحلية لاستعادة الأوعية العقارية المتنازع عليها والأماكن التي تمّ التخلي عنها أحيانًا أو خصخصتها من قبل فاعلين اجتماعيين آخرين، كما وصفت المسارات المثيرة لتعبئة الروابط الجماعاتية /القروية وأشكال تنظيمها خصوصا عندما قاومت هذه الأخيرة سيرورة المدّ الحضري الفرداني المتسارع. أخيرًا، تظهر المقالات أنّ المقاربات التشاركية الفاضلة، بالمعنى المجتمعي للمصطلح، قد تحدث نتائج ناجحة في السياق الجزائري، طالما أنّ الجهات الفاعلة الممثّلة في السلطات السياسية والإدارية المحلية مشاركة في هذه المبادرات وتقدّم مساهماتها الفعّالة في ذلك وتضع مواردها في خدمة المواطن العادي.

[1] يمكن العودة لأعمال بحثية أخرى منها:

Cf. entre autres les travaux de Abbadie, M. (2001). *La politique nationale de l'habitat : la requalification participative dans les grands ensembles, cas de la cité Soummam-Bab Ezzouar*. [Mémoire de magister en aménagement urbain, Université des sciences de la technologie Houari Boumediene (Alger)]

Anouche, K. (dir), (2005). *Requalification urbaine participative à Alger, Rapport final Projet Pilote de la Cité Soummam.* [Mémoire de DESS, URB-6031, Université de Montréal]

Benmohamed, T., Maïza, Y. (2010). Une expérience participative à la cité de la SELIS (Béchar). Dans A, Bendjelid. (dir.), *Villes d'Algérie. Formation, vie urbaine et aménagement*. Editions du CRASC : Oran, p. 197-214.

Hissar, H. (2006). *Le renouvellement de l'action publique algérienne à l'épreuve du réel : le cas du projet de « requalification » de la cité Diar el Kef, Alger. »* [Mémoire de Master, IEP, Université d'Aix-Marseille III].

Safar Zitoun, M. (2009). L'ingénierie participative dans les programmes publics de logement social. Contenu et limites de l'expérience algérienne. Dans *Habitat social au Maghreb et au Sénégal*.

تقدّم الورقة الأولى لـمدني **صفار زيتون** تحليلا نقديا لطرق تنفيذ المقاربات التشاركية وأقلمتها وفق مبدأ "من الأسفل إلى الفوق" "bottom up"[2] خلال الفترة الممتدّة من ثمانينات القرن الماضي إلى يومنا هذا، إذ يبيّن من خلال ذلك المسارات الصعبة لتطبيقات المقاربة التشاركية بسبب "الذهنيات" والممارسات المركزية للإدارة الجزائرية، كما يوضّح الباحث تأثر التراكم الذي شهدته الممارسات التشاركية خلال سنوات التسعينات بارتفاع عائدات المحروقات بعد سنوات 2000 والتي قضت على المبادرات التشاركية المؤسساتية القليلة التي أمكن بناؤها ووضعها قيد التنفيذ من طرف فاعلين عموميين في مشاريع البناء والتهيئة العمرانية.

وفي السياق التحليلي ذاته، تقدّم حناء **رواجعية** في مقالها الموسوم " الالتزام من أجل البيئة بين انتظار إعادة التوزيع والبحث عن الاعتراف " إضاءة حول "دوافع الالتزام التشاركي" لسكان الجزائر العاصمة ومرسيليا المنخرطين في حركات حماية البيئة والدفاع عنها ، إذ توضّح أنّ قيم المواطنة والمشاركة التي تتضمنها الإيديولوجية ذات النزعة البيئية ليست حاضرة في تمثلات كلّ الفئات الاجتماعية لسكّان العاصمة، فعلى الرغم من كونها لا تتّسم بطابع " الثبات و السّكون" إلا أنّه يمكنها أن تكون "قيما سائدة متملّكة من قبل "الأسفل"، ومؤشرات على مدى حضور المجتمع وتحرّره". كما تثري الباحثة النقاش والتساؤل حول صعوبات التزام الفئات الشعبية بالمقاربات التشاركية.

تفتح استنتاجات المقال السابق المجال أمام مضامين الورقتين المقترحتين من طرف كلّ من فتيحة **طماني جبري** ومريم **شعبو عثماني** ورجاء **بن سويح** حول التجربة التشاركية "الناجحة" للحدائق المتقاسمة في حي سكني بالجزائر العاصمة، ودنيا **شرفاوي** حول المقاربة التشاركية في إنجاز ساحة عمومية بالمدينة نفسها. ففي هذه الدراسات التي تحيل إلى حالات بعينها نقف عند تقييم هذه المقاربات التشاركية ودرجة تبيئتها في السياق الجزائري، ومن خلال توصيف تلك الجوانب التنظيمية، والتقنية

[2] يقصد بالمنهجيات "من القاعدة إلى الاعلى "Bottom-up" في اللغة الدولية مجموع المبادرات والمشاريع التي تنطلق من "القاعدة" أي السكان لتصل إلى "الأعلى" أي السلطات والهيئات الصانعة للقرار.

والعملياتية التي تم تنفيذها من قبل مجموع الفاعلين المؤسساتيين والسكان المحليين. سنكتشف مدى استدعاء القيم البيئية واستخدامها أداتيا. أظهرت هاتان المساهمتان الدور الذي يؤدّيه الفاعلون الرسميون في إمكانية "تمرير" المشاريع وإضفاء طابع الشرعية عليها لدى السلطات الوصيّة. كما وضّحتا أنّ هذه المشاريع منشآت فريدة تتميز بهشاشة عقارية لأنّها مرتبطة بظرفية العلاقات السياسية والإرادة الفردية المحلية التي أوجدتها، ومع كل ذلك يمكن أن نرى ما يستحقّ التأكيد لاحقا القدرة المعتبرة للسكّان على المشاركة محليا في المشاريع الجماعيّة.

ويعالج حاتم **كحلون** في مساهمته الموسومة "المجتمع المدني التونسي ومحكّ المشاركة في مشاريع التنمية الحضرية: التعبئة والضغط والتوافق" مدى قدرة المجتمع التونسي على تلقي وتقبّل المساهمة في المشاريع ذات الطابع التشاركي سواء كانت تحت رعاية السلطات المحلية أو مموّلة من طرف هيئات دولية مهتمة بهذه المشاريع. ويصف الباحث حالة غليان المجتمع المدني الذي شهد "تحوّلات بيّنة في هيكلته وأساليب اشتغاله" غداة ثورة 2011، ومحاولاته التدريجية إضفاء القيم الجديدة للمواطنة والديمقراطية التشاركية على أرض الواقع.

يتضمّن هذا العدد مقابلة أجرتها حياة نموشي مع روبرت **ايرن** (الجغرافي والأستاذ بجامعة Caen Normandie)، تتناول دور الجغرافيا الاجتماعية في تحليل "حوكمة أقاليم الأزمة" أو "أزمة حوكمة الأقاليم". يؤكّد الباحث روبرت ايرن ما تمّ التطرق إليه في مختلف الأوراق الواردة في هذا العدد، ويركّز على دور الرؤية المجالية للأشياء التي تمكّن من فهم الحقائق المعقّدة وترسيخها إقليميا، خصوصا عندما لا يتمّ النظر إلى المقاربات التشاركية على أنّها كيانات مجرّدة ومثالية، بل هي مقاربة يمكنها أن تنتشر في سياقات إقليمية محدّدة وتتطلّب تعبئة موارد لحوكمة خاصة.

في الختام، يمكننا القول أنّ المقالات المقترحة في هذا العدد الموضوعاتي ما هي إلّا مساهمة علمية ضمن حقل واسع وغني يُسائل العديد من الممارسات الاجتماعية الموجودة في مختلف المجتمعات المدنية عبر العالم وفي الجزائر خصوصا. يجدر التذكير أنّ هذه الأوراق يمكن إدراجها ضمن خانة التراكم المعرفي للأبحاث التي تمّ إنجازها في مركز البحث في الأنثروبولوجيا الاجتماعية والثقافية حول إشكالات المواطنة وتطوّر

الرابط الاجتماعي في مدننا[3]، ونعتقد أنّها ستساهم في مواصلة النقاش العلمي الراهن حول الحركات الاجتماعية التي تؤثّر وبعمق في المجتمعات المغاربية. نأمل أن تساعد أيضا في اكتساب المعرفة بهذه الحركات الاجتماعية وإصلاح الممارسات السياسية والحوكمة بشكل عام.

مدني صفارزيتون

ترجمة سارة بن عبد القادر

[3] أُنظر:
Derras, O. (2002). Le mouvement associatif au Maghreb. *Les cahiers du Crasc*, *05*, p. 213 ; Remaoun, H., Hennia, A. (dir.), (2013). Les espaces publics au Maghreb. Au carrefour du politique, du religieux, de la société civile, des médias et des NTIC. *Les ouvrages du CRASC*, p. 605 ; Remaoun, H. (dir.), (2012). L'Algérie aujourd'hui : Approches sur l'exercice de la citoyenneté. *Les ouvrages du CRASC* ; Derras O. (dir), (2004). Les acteurs du développement local durable en Algérie : comparaison Méditerranéenne. *Les ouvrages du CRASC*, p. 251 ; Bendjelid, A. (dir.), (2010). *Villes d'Algérie. Formation, vie urbaine et aménagement*. Editions du CRASC : Oran, etc…